



LETTRE D'ACTUALITÉS

DÉVELOPPEMENT DURABLE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BRASILIA

N° 45 – Semaines du 5 au 16 décembre 2022

SOMMAIRE

Environnement & Climat

- ❖ A la COP15, les pays en développement, Brésil en tête, plaident pour la mobilisation de nouvelles ressources financières pour la protection de la biodiversité.

Énergie

- ❖ Le Brésil représente 10% des emplois « verts », liés aux EnR, dans le monde.
- ❖ Le Conseil national de la politique énergétique fixe les objectifs de décarbonation des distributeurs de carburant.
- ❖ Le MME prépare son Plan National d'Exploitation Minière 2050.
- ❖ Le groupe de transition gouvernementale prévoit de réviser le Plan Stratégique de Petrobras.

Infrastructures & Transports

- ❖ 5 groupes d'infrastructures brésiliens fondent l'association sectorielle MoveInfra.
- ❖ L'Etat du Minas Gerais mise sur les concessions et PPP pour l'amélioration des infrastructures, avec des investissements totaux estimés à 17 Mds BRL.

Eau, Assainissement, Déchets

- ❖ 4 municipalités pilotes pour esquisser des politiques publiques pour l'assainissement en zone rurale.

Et Aussi

- ❖ Le gouverneur élu de São Paulo crée un Secrétariat aux Partenariats d'Investissement Privé.
- ❖ La BNDES approuve un financement de 19,3 Mds BRL pour Águas do Rio.

Amazonie & Biomes brésiliens

- ❖ La société re.green lance la reforestation sur 3000 hectares, dans l'Etat de Bahia.
- ❖ *Jornada Amazônia*, une plateforme pour soutenir le développement de la bioéconomie en Amazonie.

– Suivi des chiffres sur la déforestation en Amazonie légale –

Environnement & Climat

A la COP15, les pays en développement, Brésil en tête, plaident pour la mobilisation de nouvelles ressources financières pour la protection de la biodiversité

Dans le cadre de la COP15 (Conférence des Parties sur la Biodiversité) qui se tient actuellement à Montréal, **un groupe de 69 pays en développement a porté dans une déclaration – lue par le chef**

négociateur du Brésil, l'ambassadeur Leonardo Cleaver de Athayde – , une demande de ressources financières pour la préservation de la nature, et a appelé à la création d'un fonds spécifique pour la protection de la biodiversité. Cette demande s'inscrit dans le contexte de la **négociation du Cadre mondial pour la biodiversité à la COP15**, qui imposera notamment la protection de 30% des espaces terrestres et maritimes d'ici 2030. (Article [ici](#))

Énergie

Le Brésil représente 10% des emplois « verts », liés aux EnR, dans le monde

D'après l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena), on dénombre à l'échelle mondiale **12,7 millions d'emplois « verts »** – définis ici comme **directement liés aux énergies renouvelables** (biocarburants, hydroélectricité, solaire, éolien). Si la Chine occupe la 1^{ère} position avec 42% de ces emplois, **le Brésil occupe le 2^{ème} rang mondial. Sur 1,27 million d'emplois verts, 68% proviennent de l'industrie des biocarburants et 14% des centrales hydroélectriques.** Ce sont toutefois de nouvelles sources d'énergie renouvelables qui créent le plus d'emplois au Brésil actuellement, en particulier l'éolien et le solaire. **Dans le secteur éolien, chaque MW d'énergie offshore génère 17 emplois, tandis que chaque MW d'énergie onshore représente 11,7 emplois** en moyenne (pour un projet d'une durée de vie de 25 ans). Sur le **secteur solaire, au long de la chaîne de valeur, plus de 170 000 emplois ont été créés en 2021.** La création d'emplois pourrait même dépasser les 200 000 en 2022, selon l'Association brésilienne de l'énergie solaire photovoltaïque (Absolar). Enfin, il faut souligner le **fort potentiel du Brésil concernant**

l'hydrogène vert. L'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena) prévoit la création de **38,2 millions d'emplois « verts » supplémentaires dans le monde d'ici 2030** – dans l'hypothèse d'une transition énergétique ambitieuse et d'investissements conséquents pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). (Article [ici](#))

Le Conseil national de la politique énergétique fixe les objectifs de décarbonation des distributeurs de carburant

Le Conseil national de la politique énergétique (CNPE) a présenté, le 8 décembre, les **objectifs de décarbonation que les distributeurs de carburants devront atteindre en 2023**, comme le prévoit la Politique nationale des biocarburants, ou **loi RenovaBio**. Les entreprises devront acquérir **37,47 millions de crédits de décarbonation**, appelés CBio. Ce volume est supérieur de 4,1% à l'objectif fixé en 2022 par le CNPE, de l'ordre de 35,98 millions de crédits. Concrètement, **les crédits CBio sont émis par les producteurs d'éthanol et de biodiesel, et doivent être rachetés par les distributeurs de carburants** afin de compenser les combustibles

fossiles vendus. En général, **chaque crédit CBio équivaut à une tonne de carbone évitée**. L'Observatoire du Climat estimant les émissions nettes de gaz à effet de serre du Brésil à 1 756 Mt CO₂ eq. en 2021, ces 37,47 millions de crédits de décarbonisation représenteraient de l'ordre de **2,1% des émissions annuelles du pays**. (Article [ici](#))

Le MME prépare son Plan National d'Exploitation Minière 2050

Le Ministère des Mines et de l'Energie (MME) avait publié en 2011 le Plan National d'Exploitation Minière 2030 (PNM 2030) afin d'orienter les politiques de moyen et long termes et la planification dans le secteur minier. Le MME prévoit de publier son **Plan National d'Exploitation Minière 2050** d'ici la fin de l'année, dont le projet est actuellement en consultation publique, élaboré grâce à des études du Service Géologique Brésilien (SGB/CPRM), de la Fondation Gorceix, de l'Institut de Recherche en Economie Appliquée (IPEA) et du cabinet de conseil Deloitte, déjà disponibles en partie en ligne. Ce PNM 2050 s'articule en cinq chapitres : **Connaissances géologiques, Recherche et production minière, Chaînes productives des minerais pour la transition énergétique, Compétitivité de l'industrie minière brésilienne et Développement durable de l'industrie minière brésilienne**. Cette publication s'inscrit dans la dynamique lancée par le gouvernement depuis 2017, qui a multiplié les politiques publiques dans l'objectif de **renforcer le secteur pour attirer des investissements étrangers**, et de **développer le secteur des métaux stratégiques**, nécessaires pour la transition énergétique, tout en assurant la durabilité de la production, le respect des populations locales et des contraintes environnementales. (Article [ici](#))

Le groupe de transition gouvernementale prévoit de réviser le Plan Stratégique de Petrobras

Petrobras a publié son Plan Stratégique 2023-2027 le 30 novembre 2022. Ce plan prévoit des investissements à hauteur de **78 Mds USD sur les cinq prochaines années** (15% de plus que dans le plan précédent), dont 64 Mds USD (83%) pour les activités d'Exploration et de Production (E&P) – dont 67% destinés au Pré-sel et environ 5% à la Marge Equatoriale – et 9,2 Mds USD (12%) pour le Raffinage, Gaz et Energie. **La major pétrolière a également prévu d'investir 3,7 Mds USD (4,7%) dans la décarbonation de ses opérations**, 600 M USD dans les bioraffineries, pour développer la production de biokérosène d'avions (bioQAV) et de diesel renouvelable, et 100 M USD supplémentaires dans la recherche et le développement de solutions bas carbone.

Selon Maurício Tolmasquim, coordinateur exécutif du groupe technique des Mines et de l'Energie du cabinet de transition du futur gouvernement, **le nouveau plan de Petrobras devra être revu par la nouvelle administration, afin d'inclure davantage d'investissements en faveur des énergies renouvelables, notamment l'éolien offshore et l'hydrogène vert**. L'objectif du futur gouvernement est de transformer Petrobras en une *major* de l'énergie, en général et pas uniquement fossiles, à l'instar des groupes européens. Le coordinateur a également souligné la nécessité d'**augmenter la capacité de raffinage de l'entreprise** pour sortir le Brésil de sa trop forte dépendance aux importations de dérivés du pétrole.

La révision du Plan Stratégique devrait toutefois prendre du temps, les décisions d'investissements mobilisant différentes instances avant validation par le conseil d'administration. (Articles [ici](#), [ici](#) et [ici](#))



Infrastructures & Transports

5 groupes d'infrastructures brésiliens fondent l'association sectorielle Movelnfra

Dédiée aux **secteurs du transport et de la logistique**, la création de l'**association sectorielle Movelnfra** résulte du partenariat entre 5 grands groupes du secteur des infrastructures brésiliens : **CCR, Ecorodovias, Rumo, Santos Brasil et Ultracargo**. Ces derniers ont annoncé le 8 décembre des **investissements**, dans le cadre de projets et contrats déjà signés, **de l'ordre de 78,4 Mds BRL (14 Mds EUR) sur la période 2023-2026**. Les trois axes d'action structurants de l'association seront **l'attractivité pour les investisseurs, la sécurité juridique** (notamment via les agences de régulation) et les **engagements sociaux et environnementaux** (avec en particulier le projet d'une loi sur les autorisations environnementales). En contact avec l'équipe de transition du gouvernement Lula, l'association s'attachera particulièrement à **défendre le programme de concession d'infrastructures**.

L'association est présidée par **Natália Marcassa**, ancienne **Secrétaire du Développement, de la Planification et des Partenariats au sein du Ministère de l'Infrastructure**. Elle était auparavant directrice de l'Agence Nationale des Transports Terrestres (ANTT) et Secrétaire exécutive du Ministère des Transports. L'association **pourra intégrer de nouvelles entreprises en tant que membres**, à condition qu'elles soient cotées en

bourse et membres du *Novo Mercado* ou de l'indice de durabilité des entreprises (ISE). (Articles [ici](#) et [ici](#))

L'Etat du Minas Gerais mise sur les concessions et PPP pour l'amélioration des infrastructures, avec des investissements totaux estimés à 17 Mds BRL

Le Secrétaire d'Etat aux Infrastructures et à la Mobilité de l'Etat du Minas Gerais, dont le gouverneur commencera son second mandat le 1^{er} janvier 2023, a annoncé la **volonté de lancer plusieurs projets de concessions et de partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures en 2023 et 2024**. Ces projets incluent notamment **quatre concessions routières**, dont un lot déjà structuré : la **route Varginha-Furnas**, représentant 432,8 kilomètres et nécessitant des investissements estimés à 2,6 Mds BRL (465 M EUR) sur 30 ans, sera proposée aux enchères en mars 2023. Les trois autres concessions routières, en phase finale de structuration, concernent des **tronçons de BR 356 dans la région d'Ouro Preto, l'autoroute nationale MG 10 et un complexe routier autour de São João del-Rei**. Des mises en concession sont également en cours de préparation concernant **huit aéroports**, dont Ipatinga, Varginha, Patos de Minas et Teófilo Otoni. En ce qui concerne les **PPP**, le principal projet en cours de structuration concerne la **couverture du réseau de fibre optique**, avec des investissements estimés à 2,5 Mds BRL (447 M EUR).



Eau, Assainissement, Déchets

4 municipalités pilotes pour esquisser des politiques publiques pour l'assainissement en zone rurale

Alors que le cadre réglementaire de 2020 vise à garantir l'accès à l'eau potable à 99% de la population et au réseau d'assainissement à 90% d'ici 2033, la **Fondation nationale de la santé (Funasa) et la**

Fondation Vanzolini ont lancé un projet pilote au sein de 4 villes de l'Etat de São Paulo : Capão Bonito, Mogi das Cruzes, São Vicente et Tupã. L'objectif vise à esquisser des politiques publiques applicables notamment aux municipalités rurales au Brésil. Avec un investissement de 2,5 M BRL (447 K EUR) dans chaque ville pilote, ce projet pilote

inclura la réalisation d'un diagnostic pour chaque municipalité et la préparation d'un plan d'assainissement rural, précisant notamment les investissements nécessaires et solutions techniques et technologiques recommandées. (Articles [ici](#) et [ici](#))

&+ Et Aussi

Le gouverneur élu de São Paulo crée un Secrétariat aux Partenariats d'Investissement Privé

Tarcisio Gomes de Freitas, gouverneur élu de l'Etat de São Paulo, a annoncé le 7 décembre la création d'un nouveau Secrétariat d'Etat, dédié aux partenariats d'investissement privé. Ce Secrétariat sera dirigé par Rafael Benini, ancien collaborateur de Tarcisio de Freitas au Ministère des Infrastructures en tant que directeur de l'Entreprise de Planification et de Logistique (EPL). (Article [ici](#))

La BNDES approuve un financement de 19,3 Mds BRL pour Águas do Rio

La Banque Nationale pour le Développement Economique et Social (BNDES) a approuvé un

financement de 19,3 Mds BRL (3,4 Mds EUR) pour le concessionnaire Águas do Rio. Détenue par le groupe Aegea, l'entreprise exploite les services d'eau et d'assainissement de 27 municipalités dans l'Etat de Rio de Janeiro, suite à la mise en concession de la Cedae, entreprise publique d'eau et d'assainissement de Rio de Janeiro. Ce financement, qui contribuera à hauteur de 15,5 Mds BRL (2,7 Mds EUR) aux investissements prévus par le concessionnaire (les 3,8 Mds BRL restants représentant une forme d'assurance de « financement », dans l'éventualité où Águas do Rio ne parvenait pas à mobiliser d'autres sources de financement privées d'ici 2024), est le deuxième plus important de l'histoire de la BNDES pour des projets spécifiques. (Article [ici](#))



Amazonie & Biomes brésiliens

La société re.green lance la reforestation sur 3000 hectares, dans l'Etat de Bahia

Créée en avril 2022 dans le but de restaurer un million d'hectares dans les biomes de la Mâta Atlantica et de l'Amazonie, avec un capital de 389 M BRL (70 M EUR), la société re.green a démarré son programme de reforestation au sein de deux propriétés, totalisant 3000 hectares, dans l'Etat de

la Bahia. Sur la base d'un travail de cartographie et des algorithmes, la société identifie des « points chauds », soit des lieux où peuvent être optimisés les impacts de la restauration sur le climat et la biodiversité. Dès lors, re.green travaille à la mise en place de « clusters de restauration », via un réseau de partenaires et de pépinières. A date, 60 scientifiques travaillent avec la société dans le

cadre de 17 projets de recherche. Ceux-ci incluent notamment le clonage d'espèces de bois indigènes, la modélisation des impacts du changement climatique sur la restauration et les mesures d'impact pour la biodiversité. A ce titre, **la disponibilité -à grande échelle- des pousses d'espèces natives constitue un fort enjeu** à ce stade. (Article [ici](#))

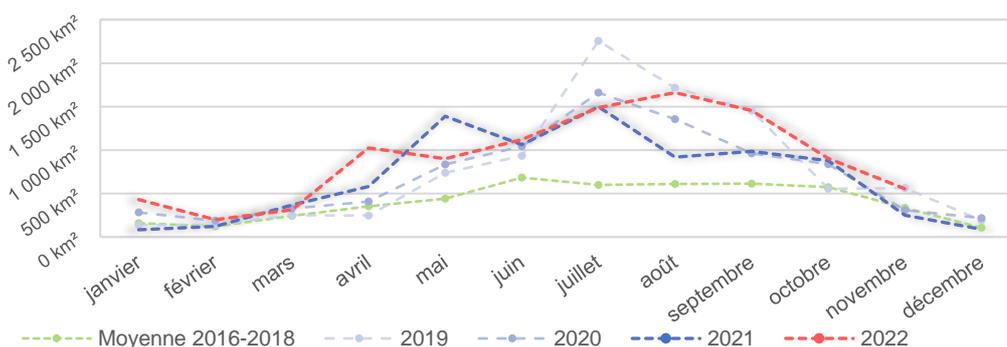
Jornada Amazônia, une plateforme pour soutenir le développement de la bioéconomie en Amazonie

La **Fondation Certi** (Centre de référence sur les technologies innovantes) a annoncé le lancement de la plateforme *Jornada Amazônia*, afin de **soutenir et promouvoir les personnes, entreprises et écosystèmes d'innovation contribuant à la conservation de la forêt et au développement de la bioéconomie** en Amazonie. L'initiative bénéficie de la coparticipation et de l'investissement des banques **Bradesco, Itaú Unibanco et Santander** et du **Fundo Vale**, fonds du groupe minier Vale. La plateforme

compte parmi les membres de son **conseil consultatif** des personnalités telles que le scientifique et climatologue **Carlos Nobre** et **André Guimarães**, directeur exécutif de l'Institut de recherche environnementale de l'Amazonie (Ipam).

Le premier appel à projets sera lancé au début de l'année 2023, avec l'objectif de **former 3000 personnes à l'entrepreneuriat innovant et stimuler la création de 200 start-ups** via une formation et des ressources dédiées. Un autre axe de travail concerne le **soutien technique, technologique et administratif en faveur du développement des 100 start-ups** les plus prometteuses (par exemple via la mise en relation avec des industriels, pour la validation de produits ou solutions). Enfin, la plateforme *Jornada Amazônia* ambitionne de **renforcer les capacités de 10 incubateurs et accélérateurs**, notamment via des échanges de savoir-faire et d'expérience mais également via des co-investissements ou opérations conjointes. (Article [ici](#))

Evolution des alertes à la déforestation en **Amazonie légale** émises par l'Institut National de Recherches Spatiales



Période du
1^{er} janvier au 2 décembre

10 055 km²
en 2022

+24%

Par rapport à 2021

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international